

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article333>

"Du mépris des voisins caribéens au carnaval compassionnel", R. CONFIANT

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 24 août 2007

Mis à jour le : vendredi 5 septembre 2008

UGTG.org

[\[R. CONFIANT {JPEG}\]](#) Chaque catastrophe est l'occasion (rêvée) pour l'Etat français d'étaler sa soi-disant « générosité » envers ses « Départements d'Outre-Mer », l'expression officielle étant « la solidarité nationale ». Le cyclone Dean et son cortège de dévastations n'ont pas fait mentir cette tradition.

Toutefois, avant d'évoquer ce qui pour nous, n'est autre qu'un « carnaval compassionnel », il convient de parler de quelque chose d'absolument choquant dans le traitement de l'information en Martinique avant, pendant et après le passage de l'ouragan. En effet, pendant les trois ou quatre jours ayant précédé son passage, tant les services de Météo-France que nos chers journalistes locaux n'ont eu de cesse de répéter la phrase :

« L'ouragan Dean passera très probablement entre la Martinique et la Guadeloupe. »

Dix fois, vingt fois, cette expression a été ressassée, sans qu'aucun de ces nombreux auditeurs, qui apparemment n'ont rien d'autre à faire que de téléphoner journalièrement aux radios, ne s'en émeuve. Pourtant, il y avait là quelque chose d'absolument choquant, voire scandaleux.

Imaginons un touriste français, belge, italien ou anglais en visite chez nous écoutant les nouvelles ! En toute bonne foi, cette personne a dû se dire, ou plus exactement a dû déduire, qu'entre la **Martinique** et la **Guadeloupe**, il n'y avait rien.

Ou plutôt qu'il n'y avait que la mer. Qu'un simple bras de mer ! Si l'on peut comprendre qu'un touriste européen moyen soit peu au fait de la géographie des lieux qu'il ne visite au mieux que durant une semaine ou dix jours, n'est-on pas en droit de se poser des questions quant au non-étonnement des auditeurs et téléspectateurs martiniquais en entendant ladite phrase ? D'autant que beaucoup d'entre eux sont de fervents adeptes du fameux « **Festival de Musique Créole** » de **Roseau**, quant ils ne fréquentent pas régulièrement la **réserve caraïbe de Salybia**.

Il faut dire aussi qu'au fil des bulletins météo, la phrase en question apportait une autre précision :

« La partie la plus forte de l'ouragan passera sur le Sud de la Martinique et le Nord de Sainte-Lucie. »

Notre voisine du Sud, Sainte-Lucie, était donc un peu mieux traitée que notre voisine du Nord, la **Dominique**, les adeptes du « **Friday night** » de Gros-Ilet ou du **Festival de Jazz** devant, probablement, être nombreux dans nos rédactions.

Mais une fois l'ouragan passé, pas une image-télé, pas un reportage-radio sur les dégâts causés par Dean dans ces deux îles-soeurs ! Aucun bilan humain ! Aucune interview, même téléphonique, d'un responsable dominiquais ou saint-lucien !

A l'heure où j'écris cette chronique (soit une semaine après le passage de l'ouragan), je ne sais toujours pas s'il y a un pied de banane debout chez nos voisins caribéens ou s'il y a des maisons dévastées et donc des sans-abris. Rien. Le néant informationnel absolu !

Pourtant, quand on reprend la fameuse phrase et quand on sait que la Martinique a été très sérieusement touchée et la Guadeloupe assez sérieusement touchée puisque la première a perdu 100% de sa production bananière et la seconde 80%, on est en droit d'en déduire que ce qui se situe entre les deux îles, ce vide, ce rien, comme l'indiquaient les bulletins météo, a du être lui, sérieusement touché.

En clair et en toute logique, moins que la Martinique, mais plus que la Guadeloupe.

Or, quand on voit l'état des routes, des habitations et des plantations dans ces deux derniers pays, où le construit est de bien meilleure facture qu'en Dominique, on est en droit de supposer que le passage de **Dean** a dû être, en fait, beaucoup plus catastrophique dans l'île aux 365 rivières que chez ses voisins du nord et du sud.

Or, où sont les images des dégâts en Dominique ? Quid du bilan post-ouragan ?

On dira que nous avons - surtout la Martinique - mieux à faire que de nous occuper des autres. Certes, mais au lieu de tomber en pâmoison devant la célérité des secours français, on aurait dû nous dire que moins de trois heures après le passage de Dean, 2 hélicoptères gros porteurs vénézuéliens, envoyés par le président **Hugo Chavez**, atterrissaient en Dominique avec médecins, médicaments, électriciens et autres techniciens.

On aurait dû nous dire qu'en fin de journée, de l'aide se mit à affluer de **Barbade**, de **Trinidad** et le lendemain, des **Etats-Unis** et du **Mexique**.

Bref, la Dominique, pays indépendant, n'a jamais été seule ! Et il est évident que dans les semaines qui viennent, d'autres pays plus lointains comme **Taïwan** ou la **Chine**, **l'Inde** ou **l'Afrique du Sud**, voire **l'Arabie Séoudite** se précipiteront au chevet de cette terre sans nom et sans existence (pour nos chers météorologues locaux) qui pourtant existe bel et bien entre la Martinique et la Guadeloupe. Cela s'appelle la « solidarité internationale en cas de catastrophe naturelle ».

Si elle n'est jamais totalement dénuée d'arrière-pensées, encore qu'on voit mal quel avantage matériel des pays comme le Mexique, le Venezuela ou la Chine peuvent bien retirer d'une aide ponctuelle à un petit pays comme la Dominique dépourvu de matières premières stratégiques, au moins cette solidarité ne s'accompagne pas de l'humiliante infantilisation attachée à la « solidarité nationale française ».

Car il faut le dire, chaque catastrophe en Martinique ou en Guadeloupe est une occasion pour l'Etat français de nous humilier et de nous rappeler à notre condition d' « **assistés** », oubliant que c'est lui-même qui, en nous imposant le statut de « Département d'Outre-Mer » sans consultation électorale en **1946**, nous a placés dans une telle position.

On rétorquera que la revendication d'assimilation était une vieille revendication puisqu'elle datait de la fin du **19^e siècle**.

Certes, mais il faut ajouter dans la foulée qu'il y avait, en 1946, de nombreux opposants à celle-ci, notamment la **Gauche guadeloupéenne** représentée par le député **Paul Valentino** et la plupart des **Békés** et patrons de couleur martiniquais. C'est dire qu'il n'y avait absolument pas unanimité et que la moindre des choses eut été, surtout de la part de la « *Patrie des Droits de l'Homme* », d'organiser un vote dans nos pays.

Mais passons...Ou plutôt réexaminons froidement le problème. La France dispose de pouvoirs régaliens en Martinique et en Guadeloupe, elle exerce sa tutelle sur ces deux pays, elle en a la responsabilité.

Ce sont ces pouvoirs qui l'autorisent à, par exemple, imposer sa justice, son système judiciaire, son système scolaire, à y déployer son armée et sa marine, à être membre d'institutions caribéennes telle que la Banque Caribéenne pour le Développement.

Ou, plus trivialement, à arraisonner dans les eaux territoriales martiniquaises ou guadeloupéennes, tel bateau transportant de la drogue en provenance de Colombie, puisqu'en fait ces eaux sont françaises et rien d'autre au regard du droit international.

Fort bien ! Mais alors, qui dit pouvoirs régaliens dit dans le même temps devoirs régaliens. Ce qui veut dire que la France a l'obligation, morale et matérielle, de s'occuper des territoires qu'elle a sous sa tutelle. Elle a l'obligation d'y construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux etc. et, en cas de catastrophe naturelle, d'y apporter toute l'aide nécessaire à la reconstruction.

Conclusion : cette aide ne relève absolument pas de la « générosité » hexagonale comme on cherche à nous le faire accroire à chaque catastrophe naturelle.

Cette aide est dans l'ordre des choses. Point à la ligne. Sinon, si la France estime que la charge est trop lourde, si à ses yeux nous ne sommes que des « danseuses », selon l'expression d'un ancien président de la république, eh bien, elle sait ce qui lui reste à faire : préparer sa sortie.

Et qu'on ne vienne pas nous parler de **référendum sur l'autodétermination** ! On nous a « **départementalisés** » sans consultation électorale aucune en 1946, on peut parfaitement nous « **indépendantiser** » sans consultation aussi.

C'est ce qu'a fait l'**Angleterre** à **Sainte-Lucie**, à **Grenade**, à **Saint-Vincent**, en **Dominique**, à **Antigue** etc., cela sans susciter le moindre tollé international.

Et l'humiliation n'est même pas dans la manière de présente l'aide permettant de réparer les dégâts des différentes catastrophes, elle est aussi, dans le cas de Dean, dans le ridicule achevé de l'aide d'urgence accordée aux **maires** de la Martinique : **75.000 euros**. Pour qui sait un peu compter, cela fait...**2.205 euros par commune** (soit le salaire mensuel d'un instituteur débutant) !!! Rapporté à nos presque **400.000** habitants, cela fait...**18 centimes d'euros par habitant**.

Autant dire rien...

Mais j'exagère : **115 millions d'euros** ont été promis pour « notre » banane, somme dont **80%** tomberont directement dans les poches des gros planteurs békés.

Merci Dean !